Costa Rica : fin des vaxxins et enquête sur les contrats signés avec Pfizer !

écrit par Marcher sur des oeufs | 8 août 2022

Rodrigo Chaves, président de la République du Costa Rica.
© AFP

Rodrigo Chaves, président de la République du Costa Rica.
© AFP

Belle victoire des citoyens au Costa Rica
Le président annonce la fin des injections obligatoires pour le covid!
+ enquête sur les contrats signés par le gouvernement précédent qui a acheté énormément d'injections.https://t.co/eUeb5ZDnEj

— Coro Infos (@CoroInfos) August 5, 2022

Résumé de la video

Notre gouvernement n'est pas un gouvernement anti-vaccin, nous avons tous les vaccins à jour, mais il y a des pays qui n'ont pas obligé à la vaccination car les gens ne veulent pas être forcés et les vaccins ne sont plus légalement obligatoires . Donc toute action coercitive avec quelqu'un qui ne veut pas être vaccinés est une violation de conscience. Alors, que ce soit clair, n'agissez pas illégalement.

Voir article de France soir

Covid-19 : Le Costa Rica supprime l'obligation vaccinale et lance une enquête sur les achats des vaccins

Avec la fin de l'obligation vaccinale et l'ouverture d'une enquête sur les achats des vaccins, le nouveau gouvernement du Costa Rica opère une rupture complète avec ses prédécesseurs.

La fin de l'obligation vaccinale

Le 3 août, à San José, lors de la conférence de presse hebdomadaire, le président du Costa Rica Rodrigo Chaves a annoncé la fin de la vaccination obligatoire contre le Covid-19, une mesure qui avait été signée par le précédent gouvernement.

La ministre de la Santé Jocelyn Chacòn en a précisé les modalités. Elle a notamment annoncé que les mandats des deux membres de la Commission nationale des vaccinations qui avaient ordonné la vaccination obligatoire en 2021 étaient terminés et que, par conséquent, ce qui avait été fait depuis 2020 était nul et non avenu.

Très critique envers la politique de ces prédécesseurs, la ministre rappelle que la Commission avait l'intention de « forcer les gens à se faire vacciner pour pouvoir dépenser les vaccins », une chose qu'elle ne voulait pas croire au départ, mais qu'elle a fini par admettre.

Malgré cela, elle ne se déclare pas opposée au vaccin contre le Sars-CoV-2, dont elle pense qu'il peut sauver des vies. Pour autant, si elle est décidée à encourager les personnes à le prendre, elle se refuse à les contraindre.

Au début de son mandat, le 8 mai 2022, le président avait promis de supprimer l'obligation de vaccination. Il a tenu parole. C'est chose faite.

Une enquête ouverte sur les achats de doses de vaccins

Face à la presse, le président a également annoncé l'ouverture d'une enquête suite aux quantités très importantes de vaccins commandées. En effet, Rodrigo Chaves s'interroge sur les raisons ces millions dépensés, à un moment où la demande de vaccination était en baisse. Évoquant l'impact sur les finances publiques de l'État, il déplore l'agent gaspillé pour « des doses qui ne seront pas utilisées et qui vont probablement se périmer ».

À propos des contrats signés par l'État par le précédent gouvernement de Carlos Alvarado (2018-2022), il a expliqué qu'il ne pouvait donner aucune information compte tenu des clauses de confidentialité qui entourent les contrats avec les géants pharmaceutiques Pfizer et AstraZeneca. Ces clauses sont pour lui le signe qu'il y a la volonté « de maintenir les choses dans l'opacité ».

> *« Si nous donnons les détails du contrat, nous pourrions nous retrouver en prison parce que nous violerions un contrat rédigé par la fille de l'ancien président Luis Guillermo Solís une très bonne avocate puisqu'elle a représenté Pfizer, et rien ne peut en sortir. C'est scellé », a-t-il déclaré.*

Si AstraZeneca a achevé la livraison de toutes les doses commandées, il n'en est pas de même pour le vaccin de Pfizer. En effet, un mois avant la fin de son mandat, le 7 avril, le gouvernement d'Alvarado a annoncé qu'il décalait la réception des vaccins compte tenu des doses suffisantes dont le pays disposait pour le premier semestre 2022. Avec cette décision, les livraisons en attente sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Deux contrats ont été signés avec le laboratoire Pfizer : le premier pour six millions de doses et le second pour 3,5

millions de doses. 7,4 millions de doses ont déjà été livrées.
`

Pour faire toute la lumière sur la gestion des doses de vaccins, la ministre de la Santé a fait savoir qu'elle publierait très prochainement toutes les données « sur le nombre de vaccins administrés, le nombre de vaccins disponibles et le nombre de vaccins qui doivent encore être livrés ».

Si l'initiative a été peu commentée par la presse, la nouvelle n'a pas tardé à faire réagir sur les réseaux sociaux ; ils ont été nombreux à saluer la volonté politique et la bonne gouvernance du nouveau président.

https://www.francesoir.fr/politique-monde/costa-rica-supprime-obligation-vaccinale-enquete-achats-vaccins